

Il y a eu 360 000 emplois détruits dans le privé mais le pire a été évité

Les premiers bilans de crise sociale tombent et la casse est plus limitée que prévu malgré 360 000 emplois détruits dans le secteur privé, selon l'Insee. Les aides de l'Etat ont permis d'éviter le pire.

Temps de lecture : minute

5 février 2021

Sous l'effet du Covid-19, l'année 2020 a été marquée par la destruction de 360 500 emplois dans le secteur privé en France, soit une baisse de 1,8%, après cinq années de hausse consécutives, selon l'estimation provisoire publiée vendredi par l'Insee. Au dernier trimestre de l'année, l'emploi du privé s'est replié modérément (-0,2%, soit 39 600 destructions nettes) sous l'effet de la crise sanitaire et du deuxième confinement. Il avait enregistré un net rebond à l'été (+1,6%, soit 312 400 créations nettes au 3e trimestre), mais insuffisant pour effacer la forte baisse des trimestres précédents (-633 300).

L'emploi salarié privé demeure inférieur à son niveau d'avant-crise: "*Il atteint fin 2020 son plus bas niveau depuis mi-2018*", indique l'Institut national des statistiques et des études économiques. "*Il y a toujours la partie verre à moitié vide et verre à moitié plein, mais c'est quand même une bonne nouvelle par rapport à ce qu'on avait prévu initialement dans le point de conjoncture de décembre où on était sur un recul beaucoup plus fort*", a commenté auprès de l'AFP Vladimir Passeron, chef du département de l'emploi et des revenus d'activité à l'Insee.



À lire aussi

La crise n'aura pas épargné l'économie sociale et solidaire

L'institut anticipait la destruction de près de 600 000 emplois salariés (-2,3%) fin 2020. *"C'est la suite logique de la bonne surprise sur l'activité qu'on a constatée"*, avec un recul du PIB moins important que prévu au dernier trimestre 2020 (-1,3%), a-t-il poursuivi, le deuxième confinement ayant été *"moins sévère sur l'activité"* qu'attendu. Reste que sur le champ dit *"marchand non agricole"* (industrie, construction et tertiaire marchand), le recul annuel est de 2,2%, *"la plus forte baisse enregistrée depuis le début de la série"*, en 1970, note le responsable de l'Insee. C'est un recul *"historique lié à cette crise elle-même historique"*. L'année précédente, avant l'arrivée de la pandémie, avait été un bon millésime pour l'emploi avec 263.100 emplois créés (+1,4%), soit presque 100 000 emplois de plus qu'en 2018, mais 90 000 de moins qu'en 2017.

L'incertitude pour 2021 demeure

Pour tenter de contenir les effets de la crise sur les faillites et l'emploi, le gouvernement a déployé un arsenal d'aides de plus de 300 milliards

d'euros en 2020, avec notamment la prise en charge de l'activité partielle, ou le plan jeune, avec des primes à l'embauche. In fine, le recul de l'emploi comparé au recul du PIB, *"de 8,3% sur l'ensemble de l'année"*, est *"bien plus modéré"*, observe Vladimir Passeron. *"On voit l'effet très puissant du dispositif d'activité partielle qui a permis de mettre sous perfusion l'économie et l'emploi"*, ajoute l'expert de l'Insee.

Pour 2021, à un peu plus d'un an de la prochaine élection présidentielle, le contexte reste très incertain, alors que l'épidémie ne faiblit pas et qu'un troisième confinement menace toujours. *"Les questions qui vont se poser, c'est quels scénarios de l'activité on retient"*, au vu de l'évolution de la situation sanitaire et quel sera le recours au chômage partiel, indique Vladimir Passeron. *"Est-ce que lorsque la crise sanitaire sera derrière nous et que les mesures de soutien à l'emploi vont s'arrêter, il y aura une reprise et une récupération des emplois détruits ? Ce n'est pas du tout évident"*, estime de son côté Mireille Bruyère, économiste à l'université de Toulouse, et membre du collectif des Economistes atterrés.

Elle note que certaines entreprises ont saisi *"l'occasion de cette suspension pour des restructurations qu'elles avaient en tête ou qu'elles ont accélérées"*. Donc il n'est pas certain qu'il y ait *"une courbe en 'V' où ça descend très très vite et ça remonte très très vite et où au bout d'un an ou deux on se retrouve sur la même tendance qu'avant. Je ne pense pas que ce soit le cas"*, dit-elle.